

Mouvement du personnel

Mouvement

Affectation des personnels dans les établissements d'enseignement français en principauté d'Andorre - année scolaire 2022 - 2023

NOR : MENH2130314C

note de service du 20-12-2021

MENJS - DGRH B2-2

Texte adressé aux recteurs et rectrices d'académie ; aux vice-recteurs ; au chef du service de l'éducation à Saint-Pierre-et-Miquelon ; aux inspecteurs et inspectrices d'académie-directeurs et directrices académiques des services de l'éducation nationale

La présente note de service a pour objet d'indiquer les modalités de dépôt et de traitement des candidatures à des postes de personnels enseignants, d'éducation, psychologues de l'éducation nationale, administratifs, techniques, sociaux et de santé dans les établissements d'enseignement français en principauté d'Andorre au titre de l'année scolaire 2022-2023.

L'enseignement français en principauté d'Andorre est régi par la convention du 11 juillet 2013 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la principauté d'Andorre dans le domaine de l'enseignement publiée au Journal officiel du 30 septembre

2015 : www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2015/9/25/MAEJ1521995D/jo.

L'annexe ci-jointe comporte des informations sur l'offre de formation du système éducatif français en principauté d'Andorre.

Pour plus d'information, vous trouverez sur le site Internet du lycée (<http://sef.xena.ad/lcf/>) tous les renseignements utiles sur les formations dispensées.

I. Fonctionnement du système éducatif français en principauté d'Andorre

Les établissements du système éducatif en Andorre (11 écoles primaires, maternelles et élémentaires et un établissement dénommé « Lycée Comte de Foix » qui se compose d'un collège, d'une Segpa, d'un lycée d'enseignement général et technologique et d'un lycée professionnel) sont placés sous la responsabilité d'un délégué à l'enseignement représentant le ministre français chargé de l'éducation nationale.

L'enseignement dispensé est conforme à celui des établissements publics de la République française, il est sanctionné par des diplômes français. Pour permettre un renforcement de l'enseignement de la langue catalane, de l'histoire, de la géographie et des institutions de la principauté d'Andorre, il fait l'objet de mesures d'aménagement.

La convention prévoit que les personnels affectés en principauté d'Andorre sont soumis aux dispositions statutaires qui les régissent. Elle prévoit également des aménagements qui prennent en compte le contexte particulier du système éducatif andorran au regard de la coexistence de trois systèmes éducatifs : andorran, espagnol et français, ainsi que les dispositions de la loi scolaire andorrane :

<https://www.bopa.ad/bopa/012053/documents/1e8c2.pdf>.

Le Gouvernement de la principauté d'Andorre fixe par ailleurs son propre calendrier scolaire prenant en compte les trois systèmes éducatifs.

Le territoire de la principauté d'Andorre est considéré du point de vue de la mobilité et de la gestion des personnels de l'éducation nationale comme une circonscription particulière (article D. 911-55 du Code de l'éducation). Les règles applicables en matière de mobilité ne sont pas celles des mouvements inter et intra-académiques applicables en France.

Les personnels dont la candidature est retenue sont affectés dans les établissements d'enseignement français en principauté d'Andorre sans limitation de séjour.

II. Modalités de candidatures

1. Les personnels concernés

Pour assurer leur mission, les établissements d'enseignement français de la principauté d'Andorre font appel à toutes les catégories de personnels de l'enseignement public qui dépendent du ministère français chargé de l'éducation nationale, qu'ils soient de nationalité française, andorrane, d'un État membre de l'Union européenne ou de tout État partie à l'accord sur l'Espace économique européen (article 4 de la convention franco-andorrane du 11 juillet 2013).

Les personnels stagiaires candidats à une affectation en principauté d'Andorre ne sont affectés que s'ils sont titularisés au 1er septembre 2022.

2. La formulation des vœux

Tous les postes d'enseignants du 1er degré comme du 2d degré, ainsi que les emplois de personnels d'éducation, psychologues de l'éducation nationale, de santé, administratifs et techniques sont susceptibles d'être vacants.

Vous trouverez toutefois ci-dessous la liste des postes vacants ou susceptibles d'être vacants à la rentrée scolaire 2022.

Postes de personnels des 1er et 2d degrés :

■ Dans le 1er degré :

Les mutations internes étant prioritaires, la localisation de ces postes ne peut être précisée :

- 2 postes de professeurs des écoles vacants ;
- 2 postes de professeurs des écoles susceptibles d'être vacants ;
- 1 poste de professeur des écoles titulaire du Cappei (ex option G) susceptible d'être vacant.

Psychologues de l'éducation nationale :

- 1 poste vacant : poste de PsyEN EDA (maîtrise du catalan souhaitée).

■ Dans le second degré :

Postes de personnels enseignants :

6 postes vacants

- 1 poste de professeur d'éducation sportive et physique ;
- 1 poste de professeur de portugais ;
- 1 poste de professeur d'éducation musicale ;
- 1 poste de professeur de sciences et vie de la Terre ;
- 1 poste de professeur hôtellerie option techniques culinaires ;
- 1 poste de professeur biotechnologie-santé-environnement.

6 postes susceptibles d'être vacants

- 1 poste de professeur d'histoire-géographie DNL anglais ;
- 1 poste de professeur de documentation ;
- 2 postes de professeur de lettres modernes ;
- 1 poste de professeur d'éducation sportive et physique ;
- 1 poste de professeur de mathématiques.

Poste de personnel d'éducation :

- 1 poste de conseiller principal d'éducation susceptible d'être vacant.

Postes d'administratifs et techniques :

1 poste administratif vacant :

- 1 poste de secrétaire administratif de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur : gestionnaire matériel. Poste logé.

3 postes administratifs susceptibles d'être vacants :

- 1 poste d'attaché d'administration de l'état : gestionnaire-agent comptable. Poste logé ;
- 1 poste de secrétaire administratif de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur : secrétariat du proviseur ;
- 1 poste d'adjoint administratif de catégorie C à la délégation à l'enseignement français en Andorre.

Postes de personnel de santé :

- 1 poste d'infirmière scolaire vacant-poste logé ;
- 1 poste d'infirmière susceptible d'être vacant.

Cette liste n'est pas exhaustive. D'autres postes pourraient être amenés à devenir vacants après la publication de la présente note de service. **Il vous est donc vivement conseillé, si vous relevez d'une discipline ou d'une filière non énoncée ci-dessus et si vous souhaitez une affectation en principauté d'Andorre, de déposer votre candidature.**

Il est précisé par ailleurs que des appels à candidature sur des postes vacants à profils spécifiques pourront faire l'objet d'une publication particulière au Bulletin officiel à la fin du premier trimestre 2022. Les personnels intéressés devront alors formuler une demande spécifique, autre que celle faite dans le cadre de la présente procédure, selon les modalités précisées lors de la publication.

Les appels à candidature sur les postes à profil sont effectués uniquement sur des postes vacants.

3. La procédure de candidature

Les candidats déposeront leur candidature, accompagnée des pièces justificatives, sur l'application Amandor MEN, à l'adresse : <https://i-dgrh2-app.adc.education.fr/AMANDOR-MEN>

Calendrier des opérations de mobilité 2022-2023 :

Date d'ouverture d'Amandor MEN

17 janvier 2022 12 h

Date limite de saisie de la candidature sur Amandor MEN	28 janvier 2022
Date limite de téléversement sur Amandor MEN des pièces justificatives + avis des autorités hiérarchiques	25 février 2022
Pour les personnels ATSS : date limite d'envoi de la fiche de suivi par le recruteur de proximité à la DGRH C2-1	4 avril 2022
Date de communication des résultats par la DGRH	à partir du 19 mai 2022

Pièces justificatives :

- fiche individuelle de synthèse datant de moins d'un mois à demander au gestionnaire académique / départemental dont dépend l'agent ;
- copie du dernier arrêté de promotion ou de notification d'avancement d'échelon ;
- copie du dernier rapport d'inspection ou du dernier compte rendu de rendez-vous de carrière / entretien professionnel ;
- pièces justificatives en cas de mesure de carte scolaire ;
- justificatif de certification FLE/FLS (le cas échéant) ;
- justificatif de certification en catalan (le cas échéant) : habilitation du MENJS ou certification de niveau A2 minimum du CECRL ;
- le cas échéant : certificat de nationalité andorrane et/ou carte de résidence en Andorre + justificatif de domicile datant de moins de 3 mois : facture d'électricité, quittance de loyer ou bail ;
- demande de rapprochement de conjoint ou de mutation simultanée (le cas échéant) :
 - mariage : copie du livret de famille, justificatif de domicile ;
 - Pacs : déclaration conjointe de Pacs délivrée par l'officier d'état civil ou un notaire ;
 - concubinage (si enfants) : document d'état civil avec mention des enfants du couple, le cas échéant, pièce justifiant de la situation de handicap de l'enfant, avis d'imposition.

En cas de demande pour rapprochement de conjoint, joindre une attestation de la résidence professionnelle et de l'activité professionnelle du conjoint.

Les candidats recueilleront, au moyen de la fiche d'avis téléchargeable sur Amandor MEN, l'avis des autorités hiérarchiques sur la demande de mobilité de l'agent. **Tout avis défavorable de l'autorité hiérarchique devra être clairement motivé et circonstancié.**

Les candidats en position de disponibilité au moment du dépôt de leur candidature doivent recueillir l'avis du chef d'établissement et du recteur de leur dernière affectation, ou de l'inspecteur d'académie-directeur des services départementaux de l'éducation nationale de leur département pour les personnels enseignants du premier degré.

Les candidats en position de détachement à l'étranger au moment du dépôt de leur candidature doivent recueillir l'avis du chef d'établissement ou de service où ils sont en fonction.

Une fois la fiche d'avis renseignée et signée par les autorités hiérarchiques, les candidats devront la numériser et la joindre à leur candidature sur Amandor MEN au plus tard le 25 février 2022.

L'attention des candidats et des services académiques est spécialement attirée sur le respect impératif du calendrier des opérations mentionné supra. Les demandes transmises hors délai, ou incomplètes ne pourront pas être prises en compte.

III. Examen des candidatures et procédure d'affectation

Dans la mesure où il s'agit d'un État étranger, l'affectation des personnels de l'éducation nationale dans les établissements d'enseignement français en Andorre fait l'objet d'une procédure particulière.

Une commission nationale d'affectation prévue à l'article 4 de la convention franco-andorrane du 11 juillet 2013 est chargée de donner un avis consultatif sur les candidatures aux emplois dans la principauté et il revient au ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports de prononcer l'affectation des intéressés.

Pour les enseignants du 1er degré et les personnels du 2d degré, un classement des dossiers de candidatures est établi sur la base du barème indicatif précisé au point IV. Celui-ci tient compte des principes d'équité de traitement en vigueur en France et des spécificités liées au système éducatif français en Andorre.

Pour les personnels administratifs, sociaux et de santé, la mobilité vers Andorre s'effectue uniquement sur la base de postes profilés. Les affectations réalisées sur ces postes sont décidées après étude des profils des candidats.

Le dossier de mutation des ATSS comprend ainsi la confirmation de demande de mutation, issue de l'application Amandor MEN, visée par l'autorité hiérarchique. En complément des pièces déjà mentionnées (confirmation et pièces justificatives), l'agent doit téléverser, sur l'application Amandor MEN, les pièces suivantes :

- curriculum vitae ;

▪ lettre de motivation.

Le recruteur de proximité met en œuvre une procédure de sélection sur profil conforme aux lignes directrices de gestion ministérielles relatives à la mobilité des personnels ATSS.

À l'issue de la procédure de sélection, les candidatures des personnels ATSS sont classées par ordre de préférence par le recruteur de proximité à l'aide d'une fiche de suivi permettant d'objectiver le choix du candidat retenu. Cette fiche de suivi des candidatures est retournée au bureau DGRH C2-1 du MENJS au plus tard le 4 avril 2022.

Pour les enseignants du 1er degré, les personnels du 2d degré et les personnels administratifs, sociaux et de santé, ne seront pas prioritaires les candidats :

- réintégrés depuis moins de trois ans après un détachement à l'étranger ou après une affectation en école européenne ;
- réaffectés depuis moins de deux ans après un séjour dans une collectivité d'outre-mer ;
- qui se trouvent en poste à l'étranger ou qui sont affectés dans une collectivité d'outre-mer. Cette clause ne s'applique pas à Saint-Pierre-et-Miquelon qui est considéré comme un département d'outre-mer et à Mayotte qui est désormais une collectivité départementale ;
- parmi les candidats ressortissants des États membres de l'Union européenne ainsi que de tout état partie à l'accord sur l'Espace économique européen, ceux d'entre eux dont la résidence personnelle n'est pas située en Andorre.

- La qualité de résident ou de résidente :

Conformément à l'article 6 de la convention du 11 juillet 2013 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la principauté d'Andorre dans le domaine de l'enseignement, les ressortissants ou ressortissantes de nationalité andorrane et les ressortissants ou ressortissantes des États membres de l'Union européenne ainsi que de tout État partie à l'accord sur l'Espace économique européen résidant légalement dans la Principauté d'Andorre qui dépendent, en qualité de fonctionnaire, du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports bénéficient d'une priorité lors de leur nomination sur un poste vacant dans les établissements français en Andorre lors de la première affectation dans la principauté.

- Les affectations tiendront compte des priorités légales fixées à l'article 60 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État et par le décret n° 2018-303 du 25 avril 2018 relatif aux priorités d'affectation des membres de certains corps mentionnés à l'article 10 de la loi n° 84-16. Les candidats à une affectation en principauté d'Andorre devront joindre à leur dossier toutes les pièces pouvant justifier leur situation personnelle (attestation de travail du conjoint, livret de famille, attestation de Pacs, etc.).

Les personnels qui recevront une proposition d'affectation par courriel disposeront d'un délai de 72 heures pour accepter le poste.

En cas de refus ou d'absence de réponse, le poste sera proposé à un autre candidat.

IV. Barèmes indicatifs

1. Personnels du 1er degré

1.1 Mouvement externe :

- 1re affectation en Andorre d'un candidat de nationalité andorrane ou résidant en Andorre : 1 000 points ;
- nationalité andorrane ou résidence dans la principauté : 1 000 points ;
- rapprochement de conjoint : 500 points (non cumulable avec une déclaration de résidence en Andorre) ;
- formation FLE/FLS : 10 points ;
- maîtrise de la langue catalane : 10 points si certification reconnue par le cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL) de niveau A2 minimum ou habilitation délivrée par le MENJ ou nationalité andorrane ;
- ancienneté générale de services : 1 point par an, 1/12e de point par mois. Ancienneté générale de services appréciée au 1er septembre 2021.

Peuvent bénéficier d'un rapprochement de conjoint ou d'un poste double :

- les agents mariés ;
- les agents ayant conclu un pacte civil de solidarité ;
- les agents concubins, sous réserve que le couple vivant maritalement ait à charge au moins un enfant âgé de moins de 18 ans (20 ans si enfant handicapé) au 1er septembre 2022, reconnu par l'un et l'autre, ou un enfant reconnu par anticipation dans les mêmes conditions.

Éléments d'appréciation à égalité de barème :

- le nombre d'enfants à charge - **sont considérés comme enfants à charge les enfants du couple âgés de moins de 18 ans au 1er septembre 2022, au-delà de 18 ans ceux atteints d'un taux d'invalidité égal ou supérieur à 80 % ;**
- l'âge du candidat.

1.2 Mouvement interne :

- ancienneté générale de services : 1 point par an, et 1/12e de point par mois. Ancienneté générale de services appréciée au 1er septembre 2021.
- durée d'exercice en Andorre :

- de 0 à 5 ans	= 0,5 point par an	maximum 20 points
- de 6 à 10 ans	= 1,5 point par an	
- de 11 à 15 ans	= 2 points par an	

Éléments d'appréciation à égalité de barème :

- le nombre d'enfants à charge - **sont considérés comme enfants à charge les enfants du couple âgés de moins de 18 ans au 1er septembre 2022, au-delà de 18 ans ceux atteints d'un taux d'invalidité égal ou supérieur à 80 %** ;
- âge du candidat.

2. Personnels du 2d degré

- 1re affectation en Andorre d'un candidat de nationalité andorrane ou résidant en Andorre : 1 000 points ;
- nationalité andorrane ou résidence dans la principauté : 1 000 points ;
- rapprochement de conjoint : 500 points (non cumulable avec une déclaration de résidence en Andorre) ;
- formation FLE/FLS : 20 points.

5. ancienneté de service :

- classe normale : 7 points par échelon (21 points minimum pour les 1er, 2e et 3e échelons) ;
- hors classe : 7 points par échelon (21 points minimum pour les 1er, 2e et 3e échelons) + 56 points ;
- classe exceptionnelle : 7 points par échelon + 77 points forfaitaires dans la limite de 105 points.

6. stabilité dans le poste :

- 10 points par année de service dans le poste actuel ou dans le dernier poste occupé avant disponibilité ou congé + 25 points par tranche de 4 années d'ancienneté (année scolaire en cours prise en compte).

■ **Peuvent bénéficier d'un rapprochement de conjoint ou d'un poste double :**

- les agents mariés ;
- les agents ayant conclu un pacte civil de solidarité ;
- les agents concubins, sous réserve que le couple vivant maritalement ait à charge au moins un enfant âgé de moins de 18 ans (20 ans si enfant handicapé) au 1er septembre 2022, reconnu par l'un et l'autre, ou un enfant reconnu par anticipation dans les mêmes conditions.

■ Les personnels enseignants ayant fait l'objet d'une mesure de carte scolaire conservent l'ancienneté d'affectation acquise : l'ancienneté dans l'établissement d'affectation actuelle est décomptée à partir de la date d'installation dans le poste supprimé ou transformé.

■ Pour les personnels affectés dans des fonctions de remplacement (TZR), est prise en compte l'ancienneté dans la zone géographique d'affectation actuelle.

■ Lorsqu'un agent est affecté à l'étranger, la durée d'affectation dans le poste est prise en compte dans la limite de 6 ans.

Éléments d'appréciation à égalité de barème :

- le nombre d'enfants à charge - **sont considérés comme enfants à charge les enfants du couple âgés de moins de 18 ans au 1er septembre 2022, au-delà de 18 ans ceux atteints d'un taux d'invalidité égal ou supérieur à 80 %** ;
- l'âge du candidat.

V. Informations complémentaires relatives à la gestion des personnels affectés en principauté d'Andorre

- **Pour les personnels enseignants du premier degré**, les opérations de gestion relatives à leur rémunération et aux congés de maladie ordinaire sont assurées par la direction des services départementaux de l'éducation nationale des Pyrénées-Orientales.

Les opérations de gestion individuelle et collective (promotion d'échelon, de grade, demande de mise en disponibilité, etc.) restent assurées, durant le séjour en Andorre, par la direction des services départementaux de l'éducation nationale dont l'enseignant ou l'enseignante relevait avant son affectation en principauté d'Andorre.

- **Pour toutes les autres catégories de personnels**, toutes les opérations de gestion sont assurées par le rectorat de l'académie de Montpellier.

Lors de la cessation de fonctions en Andorre, les agents qui ne sont pas originaires de l'académie de Montpellier sont remis à la disposition de leur académie ou département d'origine (article D. 911-56 du Code de l'éducation).

La prise en charge des frais de changement de résidence des personnels affectés en Andorre s'effectue selon les modalités de remboursement des frais engagés par les personnels civils de l'État à l'occasion de leurs

déplacements (article D. 911-55 du Code de l'éducation).

Il est recommandé aux candidats à une affectation en principauté d'Andorre de vérifier les conditions de prise en charge de leurs frais de changement de résidence selon leur situation administrative, notamment pour ce qui concerne la durée d'affectation dans le dernier poste occupé.

Vous trouverez toutes les informations utiles et complémentaires sur le site de la délégation à l'enseignement français en principauté d'Andorre <http://sef.xena.ad/SEF/index.htm>.

Pour le ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, et par délégation,
Le directeur général des ressources humaines,
Vincent Soetemont

Annexe - Les écoles et établissements d'enseignement français et l'offre de formation en Andorre

I. Le premier degré

11 écoles primaires, maternelles et élémentaires, situées dans les différentes paroisses (la principauté d'Andorre est divisée en sept paroisses qui sont l'équivalent des communes françaises), qui scolarisent environ 2 200 élèves en 2020.

- École élémentaire Andorre-la-Vieille
- École maternelle Andorre-la-Vieille
- École élémentaire des Escaldes
- École maternelle des Escaldes
- École primaire d'Encamp
- École primaire de Canillo
- École primaire de La Massana
- École primaire d'Ordino
- École primaire du Pas de la Case
- École primaire de Santa Coloma
- École primaire de Sant Julia

II. Le second degré

Un établissement dénommé « Lycée Comte de Foix » qui se compose d'un collège, d'une Segpa, d'un lycée d'enseignement général et technologique et d'un lycée professionnel ; 1 500 élèves y sont scolarisés.

Le collège comprend notamment une division de 3^e prépa-professionnelle.

1. Le lycée Comte de Foix propose ainsi des formations qui conduisent^[1] :

- au baccalauréat général :

Le choix des spécialités offert aux élèves, entrant en classe de 1^{ère} générale en septembre 2020, est celui indiqué sur la fiche Éduscol :

- histoire géographie, géopolitique et sciences politiques ;
- humanités, littérature et philosophie ;
- langues, littératures et cultures étrangères (et régionales) *;
- mathématiques ;
- physique-chimie ;
- sciences de la vie et de la Terre ;
- sciences économiques et sociales.

* anglais et espagnol

(https://cache.media.eduscol.education.fr/file/Bac2021/34/9/Fiche_enseignements_de_specialite_1011349.pdf)

Pour les élèves ayant choisi une 1^{re} STMG, les trois spécialités sont imposées :

- sciences de gestion et numérique ;
- management ;
- droit et économie.

Les enseignements optionnels (facultatifs) sont :

- LCA latin ;
- LCA grec ;
- art musique ;
- arts plastiques ;
- LV3 (anglais, espagnol, catalan, portugais) ;
- EPS (programmes variés : découverte des métiers du sport et/ou en rapport avec l'activité physique ; s'entraîner (course, natation, marche, vélo) ; visites de lieux de formation aux métiers du sport et rencontres avec des acteurs des métiers du sport / **2eGT** et développement durable / environnement ; s'entraîner (course, natation, marche, vélo) ; participer à des organisations et créer un évènement sportif / **1eGT** et ski, rugby, natation / **TeGT**).

- au baccalauréat technologique :

Séries	Spécialités
- STMG - Sciences et technologies du management et de la gestion	- Gestion de la PME - Mercatique

L'enseignement des langues vivantes est obligatoire s'agissant de l'anglais et du catalan. L'espagnol et le portugais sont par ailleurs proposés.

Il existe une **section européenne** anglais-physique-chimie et anglais-histoire-géographie.

2. L'enseignement professionnel propose des formations conduisant :

- au certificat d'aptitude professionnelle :

- CAP ATMFC (assistant technique en milieu familial et collectif).

- au baccalauréat professionnel :

- commerce ;
- commercialisation et services en restauration ;
- cuisine ;
- gestion-administration ;
- métiers de l'électricité et de ses environnements connectés.

3. Un enseignement post-bac est également proposé en STS conduisant au :

BTS (Brevet de technicien supérieur) Assistant de gestion de PME-PMI (diplôme référentiel commun européen).

[1] Sous réserve de modifications de l'offre de formation.